

Supplément Victor: Vendredi (14 juin 2002)

Les derniers dinosaures de Nazinga

Le syndrome "Jurassic Parc" menace le plus grand mammifère vivant. Au Burkina Faso, la Région wallonne tente de réconcilier l'homme et l'éléphant. *Par Dirk Vanoverbeke*

On ne reverra plus "Queue Coupée", un des plus vieux habitués de Nazinga, se déplacer nonchalamment, dans le parc à gibier, en quête de fraîcheur et de fourrage quotidiens, sous l'oeil émerveillé des touristes du parc. Il a été abattu voici quelques semaines, en lâchant son dernier barrissement. Le vieux mâle était sur la trajectoire d'une balle tirée par un paysan excédé à la vue d'un troupeau d'éléphants qui venaient de saccager sa récolte de céréales et de mettre en péril la survie alimentaire de sa famille. "Queue Coupée" allongera, dans l'indifférence quasi générale, l'interminable liste des victimes du vieux conflit entre le plus grand mammifère vivant sur terre et l'homme.

Les Mossis, le groupe majoritaire du Burkina, et les Gourounsis, l'ethnie locale de Nazinga, ne sont pourtant que quelques centaines à s'être établis dans ce domaine qu'ils partagent avec quelques pasteurs Peuls de passage. Dans ce grand espace de liberté aux contours de paradis terrestre, évoluent de nombreuses autres espèces animales. Des oiseaux en pagaille, des crocodiles, des tortues et des varans sont conviés à cohabiter dans cette zone de savane soudano-guinéenne d'un peu moins de mille kilomètres carrés avec les phacochères, les cobes Defassa, les buffles, les guibs harnachés et autres antilopes-chevaux.

A leurs côtés, les quatre à cinq cents éléphants dispersés sur toute l'étendue d'un ranch dont ils sont la fierté et le principal moteur touristique, n'ont pas fini de lutter contre leur extinction. Pourtant, depuis 1974, la convention de Washington a formellement mis fin au massacre de dizaines de milliers d'éléphants abattus chaque année sur le sol africain. Par les Blancs, pour leurs lucratives défenses d'ivoire. Et par les Noirs, pour leur masse de viande protéinée. L'éléphant bénéficie désormais d'un statut d'espèce protégée. Mais que valent ces accords internationaux en regard des impératifs économiques qui incitent aujourd'hui de nombreux pays africains à en revendiquer et à en obtenir l'assouplissement, au nom d'une certaine forme de commerce à l'intérieur de leurs frontières? Et surtout, que peut l'éléphant contre les attaques de son écosystème, la destruction de son habitat naturel et la réduction à peau de chagrin des parcours sur lesquels ces magnifiques nomades se déplacent à la recherche des deux cents kilos de nourriture végétale quotidienne indispensable à leur survie?

Au cours du siècle dernier, explique Cédric Vermeulen, chercheur et conseiller technique principal à Nazinga, l'éléphant a perdu, en Afrique occidentale, plus de 90 % de son espace vital: les zones de parcours de ce grand nomade qui parcourt jusqu'à 35 kilomètres par jour ne représentent plus, du Sénégal au Niger, que 4 % de la superficie totale de ces pays. Ici, au Burkina, les 4.000 éléphants se concentrent sur 7 % du territoire. Et l'espace accordé aux éléphants ne cesse de se rétrécir. Ils sont confrontés à des populations humaines dont le nombre a doublé en moins de cinq ans. En savane d'Afrique de l'Ouest, on ne compte plus que 25 populations supérieures à 500 individus, parmi lesquelles le troupeau de Nazinga. Le recensement entamé depuis 1997 par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UNICN) pointe encore des petits groupes disséminés d'une petite centaine d'éléphants. Ils

sont condamnés à disparaître: on ne peut mobiliser suffisamment de forces de conservation pour les maintenir en vie. Le degré d'urgence est atteint.

*C'est le syndrome Jurassic Park!, s'emporte ce jeune expert de la Région wallonne, spécialisé dans les conflits entre les hommes et les animaux et qui continue à rêver d'un monde "éléphants admis". Cet ingénieur agronome féru d'anthropologie rapporte les propos d'un des personnages des "Racines du ciel", prix Goncourt (1956) de Romain Gary, étouffant un cri de révolte contre le massacre des éléphants et agitant les menaces que les hommes font peser sur la biosphère: *Nous voulons être un continent en marche, non un continent accroupi dans la nuit de ses fétiches, contemporain de l'éléphant préhistorique. Je n'ai pas le moindre scrupule à abattre ces bêtes que vous appelez magnifiques mais qui nous rappellent un peu trop ce que nous sommes restés. Ce sera un grand jour pour l'Afrique quand elle célébrera la disparition de ses derniers grands troupeaux. Nous garderons quelques spécimens dans des cages, pour que nos petits-enfants sachent ce que fut le passé et puissent juger avec fierté du chemin parcouru.**

Le monde moderne est-il capable de cohabiter avec cette espèce si encombrante?, s'inquiète Cédric Veurmeulen. Ces animaux sont si délirants, si anachroniques. Mais si l'homme devait en effet se résoudre à rayer de la faune une espèce aussi mythique, ce serait le symbole même du développement durable qui s'écroulerait.

"On peut gérer durablement la faune"

Dans le parc de Nazinga, la surveillance des champs est une activité indispensable à la sauvegarde des cultures. Les paysans assurent de jour un contrôle permanent de leurs récoltes. Et la nuit, les adultes comme les enfants sont sur pied de guerre, allumant des foyers, agitant des lampes-tempêtes, pour éloigner les antilopes, les phacochères friands des épis de sorghos ou les bandes de babouins qui raffolent des jeunes plans de maïs. Avec l'éléphant, qui, aussi gourmet que vorace, n'hésite pas à pénétrer dans les greniers de stockage, ces animaux sont les prédateurs les plus redoutés par les populations du ranch.

La conservation de la nature est un luxe d'Occidental dans ces régions où la survie alimentaire est un souci quotidien. Dans le parc de Nazinga, le coton rapporte de l'argent et les céréales permettent de vivre. Ici, on se nourrit pendant une année grâce aux quatre ou cinq mois utiles de production. Pendant près de huit mois, il ne tombe pas une goutte de pluie. La faune ne génère qu'ennuis, moins-values et frustrations aux yeux des villageois dont la colère gronde devant l'impuissance des institutions locales. Lorsqu'ils réclament le remboursement du saccage de leurs récoltes, ils sont d'abord priés de verser 6.000 CFA - 9 euros, une somme à comparer au salaire (30.000 CFA, 45 euros) d'un pisteur à Nazinga - pour bénéficier d'un simple constat des dégâts. Qui, dans l'écrasante majorité des cas, ne suscite aucun écho dans les administrations locales.

Dans ce contexte de mécontentement généralisé des populations, spoliées du fruit de leur labour, il est tentant pour les hommes politiques locaux de dénoncer le nombre croissant d'éléphants et de préconiser une politique d'abattage. De récentes études au Zimbabwe ont démontré que ces mesures n'apportaient aucune solution efficace. En vérité, la problématique des dégâts d'éléphants est avant tout liée à l'aménagement du territoire, soulignait José Happart, le ministre wallon de l'Agriculture, lors de la conférence pour la stratégie nationale de conservation de l'éléphant, à Ouagadougou, voici quelques semaines.

C'est une des tâches dévolues aux trois coopérants engagés depuis trois ans par la Région wallonne, sous la tutelle scientifique de la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux: recenser l'écosystème du ranch, améliorer sa productivité, partager l'espace des villages qui entourent le ranch de gibier de Nazinga entre les paysans en veillant à aménager les réserves de brousse indispensables à la bonne gestion de la chasse. *Nous tentons de démontrer aux populations locales qu'il y a moyen de gérer durablement et économiquement la faune*, explique Cédric Vermeulen. *La faune ne se résume pas à une ressource à épuiser ou à manger: elle peut leur permettre de prendre leur destin en mains, de transformer les braconniers en gestionnaires de la zone.*

Le défi passe par la valorisation des zones villageoises de chasse et la création d'espaces à l'intérieur desquels les populations accorderaient une plus grande valeur économique à la faune grâce au tourisme cynégétique dont les bénéfices leur seraient ristournés. Un fond de soutien aux villageois victimes des dégâts causés par le pachyderme pourrait être alimenté par les recettes d'un écotourisme dont l'éléphant de Nazinga représente un des pôles essentiels d'attractivité.

La Région wallonne n'a pas les moyens de financer l'achat d'antennes GPS qui, scotchées aux oreilles des éléphants, permettent de suivre leurs déplacements à la trace et d'éviter l'installation de familles dans les champs traversés vers la fin août par les troupeaux. Mais la présence wallonne permet de multiplier des petits leviers susceptibles de tisser de nouveaux liens entre les animaux du ranch et les villageois. Sous son impulsion, des pisteurs burkinabés ont été formés à la découverte des grands échassiers et des mammifères du parc. Une bibliothèque est sortie de terre pour les chercheurs et les touristes de passage. José Happart a promis de remplacer la vieille 4 x 4 des coopérants qui menace de rendre l'âme. Et a rassuré les autorités locales: la Région wallonne subsidiera les travaux de reconstruction du barrage d'Aquazena sur la rivière qui traverse la réserve et se chargera de la mise à gabarit du barrage de Barka. Autant de bonnes nouvelles pour les éléphants en quête de points d'eau.

En attendant, si cette goutte est susceptible de renouer les fils entre les villages de Nazinga et leurs hôtes pachydermiques, le ministre sudiste de l'Agriculture, grand amateur de chasse au demeurant, n'aura pas agité vainement les oripeaux du coq wallon. En défendant les derniers dinosaures du troisième millénaire et en leur allouant les moyens économiques de leur survie, la Région démontre, à l'aune de ses moyens limités et à quelques mois de la régionalisation de la Coopération, que le développement durable est plus qu'un thème de campagne. Les éléphants de Nazinga apprécient. Et "Queue Coupée" n'est peut-être pas mort pour rien...

Aux champs du Coq

A une portée de fusil de Ouaga, dans la province de Kadiogo, Siaka Kienore fait figure de pionnier. D'abord raillé par ses pairs, cet éleveur de Jojologho fut un des premiers exploitants à s'inscrire dans le projet de développement de la ceinture laitière de 50 kilomètres autour de la capitale. C'est que, avec une moyenne de 2 à 3 litres de lait par jour et par bête - contre 30 à 40 litres produites par les races européennes sélectionnées -, le Burkina est incapable de couvrir les besoins de sa population. Les races de zébus autochtones ajoutent l'inconvénient d'atteindre l'âge de la première lactation deux à trois ans plus tard que leurs homologues européens. Cela explique partiellement pourquoi le Burkina, dont la population est rurale à 80 % et essentiellement occupée dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture, est contraint,

comme ses voisins du Niger ou du Mali, à importer près de 90 % de ses besoins de consommation en produits laitiers.

Ses races locales ont pourtant l'avantage d'être parfaitement adaptées aux conditions climatiques locales et très résistantes aux maladies et aux parasites. *Pas question de se passer du sang des zébus peuhls ou azawaks qui paissent ici. En revanche, des croisements avec des gènes de taureaux Holstein européens, par exemple, ouvrent de nouvelles perspectives et permettent désormais d'atteindre une production quotidienne de 14 litres. Siaka Kienore a rapidement fait des émules. Une vingtaine d'exploitations adhèrent aujourd'hui à notre programme*, se réjouit Pascal Leroy. Expert au cabinet Happart et doyen de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Liège, il coordonne les recherches menées avec la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux et l'université de Ouagadougou. Il rêve de créer ici un centre d'excellence en productions animales, pour répondre à la demande croissante de produits laitiers.

De Ouaga, une longue ligne droite asphaltée mène au Sud du pays, dans la province du Yantenga, frontalière avec le Mali, une région où les roches rouges gagnent inexorablement du terrain. Cette année, les habitants ont vainement imploré le ciel pour qu'il leur concède la traditionnelle "pluie des manguiers" qui rafraîchit la latérite en avril. Défiant la sécheresse et l'inexorable érosion des sols, la zone du barrage de Goinré forme une immense tâche verte, une oasis de 50 hectares que la Région wallonne a élargi à 60, et sur lesquels 200 personnes binent la terre, divisée en parcelles, et récoltent les légumes qu'ils vendent jusque sur les marchés de la capitale. Une coopération qui, via la formation, l'outillage, l'aménagement du territoire et un vaste système de pompage et d'irrigation, débouche sur des résultats concrets. *Comme agriculteur, je sais ce que ces tomates et ces carottes représentent comme somme de travail. Nous ne pouvons pas demander à la pluie qui tombe en abondance sur la Région wallonne d'arroser vos terres. Mais nous pouvons aider à mieux les irriguer*, expliquait Pascal Leroy aux maraîchers venus lui présenter les primeurs de leur récolte.

Les coopérants wallons affichent ainsi, au Burkina, leur savoir-faire. La Région oeuvre à la création d'un label de qualité pour la gomme arabique, ce produit utilisé dans les secteurs agroalimentaire et brassicole - Coca-Cola en enrichit son breuvage le plus célèbre - ou pharmaceutique. Une société mixte belgo-burkinabé se charge déjà d'en transformer et d'en commercialiser la production. En collaboration avec l'UCL, la Région wallonne apporte aussi son soutien scientifique et informatique à la lutte contre l'exploitation anarchique du bois de chauffe au Burkina, en mettant en place un système de gestion de la forêt. Autant de petits leviers wallons plantés dans ce pays classé au 171e rang mondial dans l'indicateur de développement humain.

Le bon moment. En fin de saison de pluie, à partir de la mi-novembre jusqu'à la fin janvier, la température est idéale, oscillant entre 25 et 30 °C. **Les bons endroits.** On aime à Ouagadougou, la capitale politique, les marchés et les centres artisanaux mais aussi les "maquis" et les petits restos pittoresques. Bobo-Dioulasso, ses fromagers et ses manguiers et Gorom Gorom, aux portes du désert sahélien, au nord du pays, offrent un éventail de destinations privilégiées. **Le transport.** La compagnie Nas-Air propose un vol pour Ouagadougou, via Bamako, à partir de 675,5 euros (02-218.03.55). A partir de Ouaga, il est recommandé de louer un véhicule tout-terrain pour emprunter les derniers kilomètres de piste sur les 200 qui séparent le ranch de Nazinga de la capitale. **La monnaie.** A côté du franc CFA, le dollar américain est toujours plus apprécié que l'euro dont la percée demeure timide. **Les formalités.** Le passeport et le visa sont obligatoires. Le vaccin contre la fièvre jaune est

indispensable. Renseignement à l'ambassade, 16, place D'Arezzo, 1180 Bruxelles (02-345.99.12). **Renseignements.** Infos sur les logements, les prix du safari ou le tourisme vision: 00226-413.617.

© ROSSEL ET CIE sa, LE SOIR EN LIGNE, BRUXELLES, 2003